

Il y a un premier point qui ne présente pas de difficultés. C'est le cas de nos camarades, plus ou moins nombreux suivant les pays, qui ont des positions syndicales dans leurs entreprises par le travail de base qu'ils ont effectué. Ils ont le plus souvent la carte du parti qui est majoritaire dans la classe de leur pays, car sans cette carte il leur serait difficile, dans les conditions présentes, d'occuper des fonctions syndicales. Dans ces cas, il faut considérer l'appartenance aux vieux partis comme une formalité. Bien sûr, nous devons viser à transformer aussi la situation dans les syndicats, à y obtenir la reconnaissance des tendances syndicales, du droit des minorités, etc. C'est même un problème d'une importance capitale, qui, pratiquement, n'a pas été résolu par les partis communistes et l'Internationale communiste même à leur meilleure période, un problème sur lequel ils ont en fait achoppé au cours de la vague révolutionnaire qui suivit la première guerre mondiale. Aucune révolution n'a jusqu'à présent triomphé dans un pays où la classe ouvrière était fortement et de longue date organisée syndicalement. On ne peut, à mon avis, espérer gagner légalement les syndicats (leur appareil), pas plus que l'Etat bourgeois, mais on doit gagner dans les syndicats des bastions à la base et à certains niveaux, des bastions qui sont indispensables pour pouvoir dans les luttes déborder les appareils. Je n'entre pas dans le fond d'une telle discussion. Je pense qu'il y a au moins entre nous un large accord quant à l'importance de disposer de positions dans les syndicats à la base, dans les entreprises. Et nous sommes tous aussi d'accord que, si attirante que soit, auprès de jeunes ouvriers dégoûtés par les pratiques syndicales, l'idée d'organismes « révolutionnaires » (syndicats, comités révolutionnaires, comités d'action...) opposés aux syndicats réformistes, nous ne devons en aucun cas, à aucun prix, faire des concessions à de telles tendances. Il faut, pour rester dans les syndicats, savoir « ruser » et « mentir ». Seuls d'incorrigibles ultra-gauches peuvent contester cet enseignement de Lénine qui d'ailleurs visait explicitement les syndicats.

Maintenant, que dire du travail dans les vieux partis ? D'abord, aucune règle ne peut être valable pour tous les partis. On ne peut par exemple appliquer la même règle au Labour Party britannique qu'au PCF. Même si aujourd'hui le LP connaît des défections nombreuses, s'il n'y a guère d'activité à effectuer dans son sein, on peut être sûr que lorsque la crise éclatera, elle y prendra des formes très différentes que dans le PCF, ne serait-ce qu'en raison de la place que les syndicats occupent dans le Labour Party.

Nous faisons une grande différence entre le travail entriste, et celui d'aujourd'hui, qui pourrait plus justement être qualifié de travail fractionnel ou tout autre terme afin d'en mieux marquer la différence. Dans le passé, pour le travail entriste, nous nous orientions en premier lieu en fonction des développements intérieurs aux partis, qui reflétaient certes les évolutions de la classe, mais pas d'une manière directe. Nous le faisons parce que nous ne pouvions pas agir considérablement sur eux de l'extérieur ni par la propagande ni encore moins par l'action. A présent, c'est la dynamique de la lutte de classe qui est notre critère premier pour ce travail. Pour le moment, elle est d'une ampleur plus grande que ses répercussions directes dans les vieux partis ; elle tend à susciter des forces extérieures qui permettent de peser et de provoquer des différenciations dans ces partis. Dans les conditions actuelles, rien ne serait plus dangereux que de laisser le champ libre aux courants sectaires, de les laisser devenir un pôle d'attraction pour les militants les plus avancés des vieux partis. Il ne faut certes pas se faire exclure de ces partis sans profit, mais il ne faut pas craindre les exclusions ni permettre à des éléments confus de polariser à leur profit les crises inévitables dans les vieux partis. Il ne peut être question de fournir des recettes. C'est aux sections de savoir concrétiser notre orientation aux données spécifiques de leur pays.

Pour le moment, les appareils des grands partis résistent encore, et un problème qui se pose à nous dans certains pays est celui de formations centristes, soit qu'elles existent déjà comme le PSU en France, le PSIUP en Italie, soit que se manifestent des tendances à en créer. Nous avons une longue expérience des formations centristes qui sont à la lisière des grands partis. Nous devons éventuellement faire un certain travail à l'intérieur de celle-ci. Mais l'expérience nous a montré que de telles organisations, qui n'ont pas des dimensions et une composition sociale vraiment intéressantes, qui ne se distinguent ni par la quantité de leurs effectifs, ni par la qualité de leur programme, ne sont un pont vers le marxisme révolutionnaire que pour très peu de militants, mais qu'en général elles